

PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Service Connaissance Études Prospective
Évaluation

DÉCISION n° R08213P0358 du 29 juillet 2013
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE, du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 13-195 du 1^{er} juillet 2013 portant délégation de signature à madame Françoise Noars, inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas reçue le 20 mars 2013, enregistrée sous le numéro F08213P358 et considérée complète le 20 mars 2013, relative à la construction d'un ensemble immobilier au niveau de la rue des Docks, de la rue du Four à Chaux et de la rue Emile Duport, sur la commune de Lyon (69), transmise par la société Coffim SA ;

Vu le recours gracieux demandant le retrait de la décision n° A08213P0358 du 22 avril 2013 relatif au dossier F08213P358 précité et ses annexes, déposé le 14 juin 2013 par Coffim SA ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé sur ce recours gracieux en date du 4 juillet 2013 et la réponse en date du 22 juillet 2013 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires du Rhône le 11 juillet 2013 ;

Considérant que le recours gracieux demandant le retrait de la décision n° A08213P0358 du 22 avril 2013 relatif au dossier F08213P358 a été déposé conformément à l'article R. 122-3, V, du code de l'environnement ; que ce recours a été déposé dans le délai de 2 mois et est donc recevable ;

Considérant que le projet consiste, sur un terrain d'assiette de 7 633 m², en la construction en une seule tranche de 5 immeubles comportant 8 894 m² de logements, 5 000 m² de bureaux, 3 086 m² de résidence services pour étudiants, 230 m² de commerces, ainsi que 302 places de parkings en infrastructure (décomposées en 3 parcs distincts) ;

Considérant que si le plan local d'urbanisme du Grand Lyon relève des enjeux de circulation automobile sur le secteur du projet, à travers ses emplacements réservés pour l'élargissement de voiries, l'implantation des entrées de parking prévues par le projet prend en compte ces enjeux ; que dans son dossier de recours gracieux, le pétitionnaire rappelle également que le projet se situe à proximité de lignes de transports en commun et de la gare de Vaise ;

Considérant que les dispositions du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRNi) du Rhône et de la Saône sur le territoire du Grand Lyon, sur le secteur Lyon Villeurbanne, s'imposent au projet ; que, comme prescrit par le règlement du PPRNi pour cette zone, le projet prévoit de situer les logements et l'accès aux deux niveaux de sous-sols (prévus pour le parc de stationnement) au-dessus de la cote centennale ;

Considérant que les dispositions relatives à la loi sur l'eau s'imposent au présent projet, en ce qui concerne le rabattage ou pompage partiel de la nappe pour la réalisation des deux niveaux de sous-sols précités ;

Considérant que les dispositions du code du patrimoine relatives aux monuments historiques et aux zones de présomption de prescription archéologique s'imposent au présent projet ;

Considérant que, au regard de l'ensemble des compléments transmis par le pétitionnaire à l'appui de son recours gracieux, des dispositions réglementaires qui s'imposent au projet et des connaissances disponibles à ce stade, le projet ne justifie pas la production d'une étude d'impact,

DÉCIDE

Article 1^{er}

La décision n° A08213P0358 du 22 avril 2013 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement est retirée.

Article 2

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, l'opération de réalisation d'un ensemble immobilier au niveau de la rue des Docks, de la rue du Four à Chaux et de la rue Emile Duport, objet du formulaire F08213P0358, n'est pas soumise à étude d'impact.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, **ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.**

Article 4

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Lyon, le 29 juillet 2013.

Pour le préfet de région, par délégation
la directrice régionale

La directrice régionale de l'environnement de
l'aménagement et du logement
Rhône-Alpes

Françoise NOARS

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes

Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes

Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lyon

Palais des Juridictions administratives

184, rue Duguesclin

69433 Lyon Cedex 03

(Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

